



1^{er} mai, Il veut tourner la page : 2 millions de manifestant.e.s lui ont répondu.

70 % de la population selon un dernier sondage estime que la mobilisation doit continuer.

Le gouvernement espérait un baroud d'honneur, ce 1^{er} mai raconte une toute autre histoire. Pour le treizième rendez-vous de mobilisation contre la réforme des retraites, à l'occasion de la journée internationale de lutte des travailleuses et travailleurs, 782 000 personnes ont défilé dans tout le pays selon les autorités.



Historique, inédit ou surprenant, ce 1^{er} mai 2023 restera dans les annales par le nombre de personnes qu'il a rassemblées. Avec 782 000 manifestants selon le ministère de l'Intérieur (2.3 millions selon la CGT) dans quelque 300 communes, il se place au second rang des 1^{ers} mai les plus massifs de ces 30 dernières années. Derrière le 1^{er} mai 2002, dans l'entre deux tours d'une présidentielle qui avait vu arriver un Le Pen au second tour pour la première fois. Mais bien au-dessus du dernier 1^{er} mai unitaire de 2009, qui avait réuni 465 000 manifestants, juste après la crise financière mondiale.

Quels que soient les chiffres que l'on retient, ce 1^{er} mai 2023 vient contredire la règle qui veut

qu'une fois votée, puis promulguée, une loi ne suscite plus de contestation dans la rue.

Plus de 3 mois après avoir été engagé, bénéficiant toujours du soutien ultra-majoritaire de la population, le processus de lutte contre la réforme Macron des retraites se poursuit. L'unité syndicale inédite depuis 2009 pour un 1^{er} mai démontre la profondeur du mouvement, sa popularité, la détermination collective à ne pas tourner la page.

L'importante délégation internationale présente à Paris - avec notamment la présence d'Esther Lynch (secrétaire générale de la Confédération Européenne des Syndicats) et Luc Triangle (secrétaire général de la Confédération Syndicale Internationale) témoignent elles aussi de la force et de la portée de la mobilisation.

Les médias ont beau relativiser ou minimiser, à Paris, dans les grandes villes de province et dans des proportions inconnues jusqu'alors dans les petites communes, la réponse a été la même : **"On ne peut pas se faire voler 2 ans de vie, on ne peut pas passer à autre chose"**.



Animée par une volonté intacte de poursuivre la lutte jusqu'à la victoire, la CGT continuera d'œuvrer au retrait de la réforme dans le cadre d'une construction unitaire de la mobilisation. Deux échéances sont centrales : le 3 mai avec la décision du Conseil constitutionnel sur le deuxième projet de Référendum d'initiative partagée; le 8 juin avec l'examen de la proposition de loi d'abrogation du texte retraites déposée par le groupe LIOT.

La CGT souligne la responsabilité écrasante du grand patronat dans la crise sociale actuelle. Partout les luttes et les grèves doivent s'amplifier, en particulier pour gagner de fortes augmentations de salaire.

L'intersyndicale, réunie le 2 mai, annonce une nouvelle journée de mobilisation le 6 juin.

Cette date n'est pas choisie par hasard. Le 8 juin 2023, aura lieu la présentation à l'Assemblée de la proposition de loi visant à abroger le texte.

**UNE SEULE
SOLUTION
L'ABROGATION,
64 ANS, C'EST
TOUJOURS NON !**



**LE 6 JUIN, Toutes et tous en
GREVE et manifestation.**